

394809-2026 - Kompetizzjoni

Franza – Servizi ta' konsulenza dwar l-inġinerija u l-konstruzzjoni – Expertise Aéronautique – Consultance Technique et Règlementaire – Infrastructures et Opérations Aériennes en Mer
OJ S 109/2026 09/06/2026

Avviż tal-kuntratt jew tal-konċessjoni – reġim standard
Servizzi

1. Xerrej

1.1. Xerrej

Isem uffiċjali: RTE Réseau de Transport d'Electricité

Email: aminata.duprat@rte-france.com

Tip legali tax-xerrej: Impriża pubblika

Attività tal-entità kontraenti: Attivitàjiet relatati mal-elettriku

2. Proċedura

2.1. Proċedura

Titlu: Expertise Aéronautique – Consultance Technique et Règlementaire – Infrastructures et Opérations Aériennes en Mer

Deskrizzjoni: Dans le cadre du développement de la filière éolienne en mer, la Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE) fixe un calendrier indiquant, pour les prochaines années, la localisation et la puissance maximale des projets de parcs éoliens en mer, posés ou flottants, à mettre en concurrence. Pour chaque Appel d'offres, des études sont réalisées par RTE sur la zone d'implantation du poste en mer, propriété de RTE à partir de l'AO3 Dunkerque. Afin de garantir un taux de disponibilité de ses Postes en Mer (PEM), RTE a inscrit dans sa stratégie Opération & Maintenance l'utilisation d'hélicoptères en complément des moyens nautiques.

Ce moyen aérien permet des déplacements plus rapides tout en s'affranchissant de conditions de mer difficiles. Les opérations aériennes et les infrastructures dédiées sont soumises à des réglementations et recommandations dont la compréhension et la volumétrie nécessitant une expertise dans ce domaine. RTE souhaite par conséquent confier des prestations de consultance technique et réglementaire à une entreprise maîtrisant ce domaine et capable de s'interfacer avec des autorités françaises telles que la DGAC, la DIRCAM, les PREMAR, etc.

Identifikatur tal-proċedura: 9f34d85d-118e-4168-af87-e37bc4395698

Identifikatur intern: 25196

Tip ta' proċedura: Innegożjata bil-pubblikazzjoni minn qabel ta' sejha għall-kompetizzjoni/għall-kompetizzjoni bin-negożjar

Il-proċedura hija aċċellerata: le

2.1.1. Għan

Natura tal-kuntratt: Servizi

Klassifikazzjoni prinċipali (cpv): 71310000 Servizi ta' konsulenza dwar l-inġinerija u l-konstruzzjoni

2.1.2. Post tal-prestazzjoni

Sottodivizjoni tal-pajjiż (NUTS): Hauts-de-Seine (FR105)

Pajjiż: Franza

2.1.4. Informazzjoni ġenerali

Informazzjoni addizzjonali: un opérateur économique ne peut pas candidater en tant que candidature individuelle ET en tant qu'un membre de groupement

Baži legali:

Direttiva 2014/25/UE

2.1.6. Raġunijiet għall-esklużjoni

Sors tal-motivi għall-eżklussjoni: Avviż

Ksur tal-obbligi stabbiliti skont raġunijiet ta' esklużjoni purament nazzjonali: Le candidat fournit une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée, pour justifier qu'il n'est concerné par aucun des cas d'exclusions des procédures de passation de marchés publics, mentionnés aux articles L. 21411 à L. 21415 et L. 21417 à L. 214111 du code de la commande publique. Il s'agit sans être exhaustif : 1.1) des peines prononcées par un juge pénal relatives à la corruption au sens large, la concussion, le trafic d'influence, la prise illégale d'intérêt, l'escroquerie, l'abus de confiance, le faux et usage de faux, le blanchiment, la participation à une association de malfaiteur, pour acte de terrorisme, pour stupéfiants ; 1.2) des défauts de régularité au regard des obligations sociales ou fiscales, constatés soit par un juge, soit par les administrations chargées du recouvrement des impôts, cotisations et contributions sociales, soit par les services d'inspection du travail et assimilés ; 1.3) des états de liquidations judiciaires, de faillites, de redressement judiciaire sans justification de l'habilitation à poursuivre les activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public, ou sans bénéfice d'un plan de redressement, constatées par le tribunal de commerce ; 1.4) de la violation des règles relatives à la lutte contre le travail illégal, constatées par les services de l'inspection du travail et assimilés ou rapportés par ces derniers aux représentants de l'État. 2) Pour les entreprises de plus de 20 salariés, le candidat doit être en règle au regard des articles L. 52121 à L. 521211 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. 3) Pour les candidats établis HORS de France, le candidat doit fournir une déclaration sur l'honneur de paiement des sommes dues au titre des amendes pour non-déclaration de travailleurs détachés (R. 21438 du Code de la commande publique et R. 126312 du Code du travail). 4) Le candidat ne doit pas être concerné par l'un des cas prévus au 1° de l'article 5 duodecies du règlement n°2022/576 du 8 avril 2022 du Conseil de l'Union européenne relatif aux mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine. 4) ne pas être dans l'un des cas prévus au 1° de l'article 5 duodecies du règlement n°2022/576 du 8 avril 2022 du Conseil de l'Union européenne concernant les mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine.

5. Lott

5.1. Lott: LOT-0001

Titlu: Expertise Aéronautique – Consultance Technique et Règlementaire – Infrastructures et Opérations Aériennes en Mer

Deskrizzjoni: Dans le cadre du développement de la filière éolienne en mer, la Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE) fixe un calendrier indiquant, pour les prochaines années, la localisation et la puissance maximale des projets de parcs éoliens en mer, posés ou flottants, à mettre en concurrence. Pour chaque Appel d'offres, des études sont réalisées par RTE sur la zone d'implantation du poste en mer, propriété de RTE à partir de l'AO3 Dunkerque. Afin de garantir un taux de disponibilité de ses Postes en Mer (PEM), RTE a inscrit dans sa stratégie Opération & Maintenance l'utilisation d'hélicoptères en complément des moyens nautiques. Ce moyen aérien permet des déplacements plus rapides tout en s'affranchissant de conditions de mer difficiles. Les opérations aériennes et les infrastructures dédiées sont soumises à des réglementations et recommandations dont la compréhension et la volumétrie nécessitant une

expertise dans ce domaine. RTE souhaite par conséquent confier des prestations de consultance technique et réglementaire à une entreprise maîtrisant ce domaine et capable de s'interfacer avec des autorités françaises telles que la DGAC, la DIRCAM, les PREMAR, etc.
Identifikatur intern: 25196

5.1.1. Għan

Natura tal-kuntratt: Servizi

Klassifikazzjoni prinċipali (cpv): 73000000 Servizi ta' riċerka u żvilupp u servizzi relatati mal-konsulenza

Għażliet:

Deskrizzjoni tal-għażliet: option de durée

5.1.2. Post tal-prestazzjoni

Sottodivizjoni tal-pajjiż (NUTS): Hauts-de-Seine (FR105)

Pajjiż: Franza

5.1.3. Tul ta' żmien stmat

Tul ta' żmien: 2 Snin

5.1.4. Tiġdid

Numru massimu ta' tiġdid: 4

5.1.6. Informazzjoni ġenerali

Dan huwa akkwist rikorrenti

Parteċipazzjoni riżervata:

Il-parteċipazzjoni mhijiex riżervata.

Iridu jingħataw l-ismijiet u l-kwalifiki professjonali tal-istaff assenjat biex iwettaq il-kuntratt:

Rekwiżit tal-offerta

L-akkwist huwa kopert mill-Ftehim dwar l-Akkwisti Pubbliċi (GPA): iva

Dan l-akkwist huwa adattat ukoll għall-intrapriżi żgħira u ta' daqs medju (SMEs): iva

Informazzjoni addizzjonali: validité de l'offre limitée à 6 mois

5.1.9. Kriterji tal-għażla

Sors tal-kriterji ta' għażla: Avviż

Kriterju: Rekwiżiti ekonomiċi jew finanzjarji oħra

Deskrizzjoni tal-kriterju ta' selezzjoni: 1. Critères aptitudes économiques : Le candidat doit fournir un dossier de candidature reprenant : a) une présentation succincte de la société (raison sociale, adresse, identifiant TVA, SIRET, Code NAF, domaines d'interventions) ; b) les bilans ou extraits de bilan des 3 dernières années dans le cas où ce dernier fait partie des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi ; c) l'état de son chiffre d'affaires global sur les trois dernières années (France et monde) ; d) l'état de son chiffre d'affaires avec RTE ; e) les déclarations appropriées de banques ou, preuve d'une assurance des risques professionnels couverts pour le domaine d'achat ; f) la liste des éventuelles opérations de rachats , de fusions de sociétés et ou de redressement judiciaire sur les 3 dernières années. NB : Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés ci-dessus, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par RTE. ==> Un chiffre d'affaires annuel minimal de 200 k€ est exigé. 2. Critères aptitudes administratives : Le candidat doit fournir un dossier de candidature reprenant : a) les imprimés DC1 et DC2 dûment complétés et signés. Ces documents sont à se procurer à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulairesdeclarationducandidat> ; b) Pour les candidats établis : a. en France: la

transmission du numéro unique d'identification (SIREN) délivré par l'INSEE, ou bien Carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers (original ou copie) datant de moins de 3 mois par rapport à la date limite de réponse ou un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes morales ou physiques en cours d'inscription. b. hors de France : i. un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ou, pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de 3 mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre. ii. Un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France. iii. Une déclaration sur l'honneur de paiement des sommes dues au titre des amendes pour non déclaration de travailleurs détachés (R.21438 du Code de la commande publique et R.126312 du Code du travail). 3. Critères aptitudes techniques : Le candidat doit fournir un dossier de candidature reprenant : a) Une liste de références significatives sur des missions similaires (volume financier, durée, objet, typologie d'entreprises clientes) accompagnée de certificats de bonne exécution ou recommandations clients le cas échéant ; b) Présenter les moyens humains ainsi que leurs dossiers de compétences ; c) Présenter les moyens techniques, géographiques et matériels mis à disposition ; d) Présenter la démarche RSE de l'entreprise e) Justifications des éléments demandés dans le questionnaire ci-après : Pré Qualification Questionnaire (PQQ) Il est prévu une aptitude technique portant sur les éléments ci-dessous. RTE se réserve le droit d'éliminer (PASS/FAIL) un candidat si il ne valide pas l'ensemble des critères ci-dessous: *Connaissances Règlementaires et Techniques **Aéronautique à l'international - Connaissance de la réglementation internationale et européenne liée aux infrastructures et opérations aériennes. **Réglementation française - Excellente connaissance de la réglementation française liée aux infrastructures et opérations aériennes. **Expertise Terrain - Expertise d'opérations d'hélicoptère en milieu maritime, notamment sur des champs éoliens offshore. *Communication & Relations **Autorités - Connaissance des instances françaises ayant pouvoir d'autorité, de décision et de législation (DGAC, PREMAR, CROSS etc.). Capacité à s'interfacer avec elles. **Français -Capacité à échanger dans un niveau parfait de Français, notamment avec les services de l'état français. Proposer à minima 2 personnes avec expertise aéronautique et un niveau parfait en français pouvant assister aux réunions en français avec les services de l'état. **Anglais -Capacité à rédiger les livrables et à communiquer en anglais. **Gestion de Projet *Réalisation d'études - Expertise dans la réalisation d'études et prescriptions liées aux opérations et infrastructures aériennes en milieu offshore, notamment concernant des parcs éoliens en mer. Par exemple : étude de corridor d'accès au poste en mer, étude d'un profil de vol pour une opération d'élingage de charge, prescriptions pour un achat d'une prestation d'opérateur aérien. Ces éléments produits en langue française sont à fournir par les candidats individuels, par chacun des membres d'un groupement candidat et, le cas échéant, par les sous-traitants présentés. Les critères d'aptitudes seront appliqués sur la base des critères ci-après pour sélectionner les candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure : Complétude, transmission, et régularité des éléments attendus dans les sections : administrative et économique ainsi que la complétude et transmission des éléments techniques attendus dans le questionnaire Pré Qualification Questionnaire (PQQ). Le nombre maximal de candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure est de cinq (5).

Il-kriterji se jintużaw biex jintgħażlu l-kandidati li għandhom jiġu mistiedna għat-tieni stadju tal-proċedura

Ordni ta' importanza: 1,00

Informazzjoni dwar it-tieni stadju ta' proċedura b'żewġ stadji:

Numru massimu ta' kandidati li għandhom jiġu mistiedna għat-tieni stadju tal-proċedura: 5

Il-proċedura se ssir fi stadji suċċessivi. F'kull stadju, xi parteċipanti jistgħu jiġu eliminati

5.1.11. Dokumenti tal-akkwist

Inderizz tad-dokumenti tal-akkwist: <https://rte-france.tlh.app.jaggaer.com>

5.1.12. Termini tal-akkwist

Termini tas-sottomissjoni:

Sottomissjoni elettronika: Meħtieġa

Inderizz għas-sottomissjoni: <https://rte-france.tlh.app.jaggaer.com>

Lingwi li bihom jistgħu jiġu sottomessi offerti jew talbiet għall-partekipazzjoni: Franciż

Katalogu elettroniku: Permissa

Varjanti: Mhux permissa

L-offerenti jistgħu jifgħu aktar minn offerta waħda: Mhux permissa

Deskrizzjoni tal-garanzija finanzjarja: Des cautions ou garanties bancaires pourront être demandées et seront indiquées dans le dossier de consultation

Skadenza biex jintlaqgħu t-talbiet għall-partekipazzjoni: 30/06/2026 11:00:00 (UTC+02:00) Hin tal-Ewropa tal-Lvant, Hin tas-sajf tal-Ewropa Ċentrali

Termini tal-kuntratt:

L-eżekuzzjoni tal-kuntratt għandha titwettaq fil-qafas ta' programmi ta' impjegi protetti: Le Kundizzjonijiet relatati mat-twettiq tal-kuntratt: sans objet

Hu meħtieġ ftehim ta' kunfidenzjalità: iva

Informazzjoni addizzjonali dwar il-ftehim ta' kunfidenzjalità: <https://rte-france.tlh.app.jaggaer.com>

Fatturazzjoni elettronika: Permissa

Arranġament finanzjarju: Financement sur ressources propres. Paiement à 49 jours à compter de la date d'émission de la facture

5.1.15. Tekniki

Ftehim qafas:

Ftehim qafas, mingħajr ma terġa' tinfetaħ il-kompetizzjoni

Informazzjoni dwar is-sistema dinamika tax-xiri:

Ebda sistema dinamika ta' xiri

5.1.16. Aktar informazzjoni, medjazzjoni u rieżami

Organizzazzjoni tar-rieżami: Tribunal Judiciaire de Nanterre

Informazzjoni dwar l-iskadenzi tar-rieżami: Référé précontractuel prévu aux articles 5 et suivants de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique. Le recours doit être formé avant la conclusion du contrat. Référé contractuel prévu aux articles 11 et suivants de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique. Le recours doit être formé au plus tard le trente et unième jour suivant la publication au Journal officiel de l'Union européenne de l'avis d'attribution du contrat ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, suivant la notification de la conclusion du contrat. En l'absence de la publication d'avis ou de la notification, la juridiction peut être saisie jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat en vertu de l'article 1441-3 du code de procédure civile.

Organizzazzjoni li tipprovdi informazzjoni addizzjonali dwar il-proċedura tal-akkwist: RTE Réseau de Transport d'Electricité

8. Organizzazzjonijiet

8.1. ORG-0001

Isem uffiċjali: RTE Réseau de Transport d'Electricité

Numru tar-reġistrazzjoni: 44461925802482

Indirizz postali: 7C Place du Dôme

Belt: Puteaux

Kodiċi postali: 92073

Sottodivizjoni tal-pajjiż (NUTS): Hauts-de-Seine (FR105)

Pajjiż: Franza

Punt ta' kuntatt: Aminata Duprat

Email: aminata.duprat@rte-france.com

Telefown: 0684321664

Profil tax-xerrej: <https://rte-france.tlh.app.jaggaer.com/fr/login.html>

Rwoli ta' din l-organizzazzjoni:

Xerrej

Organizzazzjoni li tipprovdi informazzjoni addizzjonali dwar il-proċedura tal-akkwist

8.1. ORG-0002

Isem uffiċjali: Tribunal Judiciaire de Nanterre

Numru tar-reġistrazzjoni: 17780111500151

Dipartiment: Instance chargée des procédures de recours

Indirizz postali: 179-191 avenue Joliot-Curie

Belt: Nanterre

Kodiċi postali: 92020

Sottodivizjoni tal-pajjiż (NUTS): Hauts-de-Seine (FR105)

Pajjiż: Franza

Punt ta' kuntatt: Instance chargée des procédures de recours

Email: accueil.tj-nanterre@justice.fr

Telefown: 01 40 97 10 10

Indirizz tal-internet: www.cours-appel.justice.fr/versailles/tribunal-judiciaire-de-nanterre

Rwoli ta' din l-organizzazzjoni:

Organizzazzjoni tar-rieżami

8.1. ORG-0000

Isem uffiċjali: Publications Office of the European Union

Numru tar-reġistrazzjoni: PUBL

Belt: Luxembourg

Kodiċi postali: 2417

Sottodivizjoni tal-pajjiż (NUTS): Luxembourg (LU000)

Pajjiż: Il-Lussemburgu

Email: ted@publications.europa.eu

Telefown: +352 29291

Indirizz tal-internet: <https://op.europa.eu>

Rwoli ta' din l-organizzazzjoni:

TED eSender

Informazzjoni dwar l-avviż

Identifikatur/verżjoni tal-avviż: 8aeaff04-9658-4a96-9323-4f3664f4fee9 - 01

Tip ta' formola: Kompetizzjoni

Tip ta' avviż: Avviż tal-kuntratt jew tal-konċessjoni – reġim standard

Sottotip tal-avviż: 17

Data ta' meta ntbagħat l-avviż: 05/06/2026 15:32:58 (UTC+00:00) Ħin tal-Ewropa tal-Punent, GMT

Lingwi li bihom dan l-avviż huwa disponibbli uffiċjalment: Franciż

Numru tal-pubblikazzjoni tal-avviż: 394809-2026

Numru tal-ħarġa tal-ĠU S: 109/2026

Data tal-pubblikazzjoni: 09/06/2026